

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 202 — 4 JUILLET 1964

## **DROITE CONTRE GAUCHE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS**

(Page 2.)

**La stabilisation gaulliste :  
Blocage des salaires  
Hausse des loyers**

## **LE THÉÂTRE DE LA COMMUNE**

Une interview  
de Gabriel GARRAN

(Pages 4-5)



(Photo « Tribune »)

**MEME LES LOGEMENTS INSALUBRES  
N'ÉCHAPPERONT PAS À LA HAUSSE**

# Nouvelle atteinte au droit de grève dans la navigation aérienne

Le pouvoir gaulliste persévère. Après avoir restreint le droit de grève dans le secteur public, il le supprime aux contrôleurs et à certains agents de la navigation aérienne. Cette mesure concerne 870 agents sur les 2.000 officiers, contrôleurs et électroniciens qui suivent sur des radars le vol des avions, guident ceux-ci et ont la charge de la vie des passagers.

Ces techniciens étant plus mal payés que leurs collègues étrangers assumant les mêmes responsabilités, les mouvements revendicatifs sont fréquents dans ce secteur. Les gouvernements prétendent les interdire et, avant même le vote de son projet anti-grève, le responsable C.G.T. d'Orly a été traduit devant le Conseil de discipline pour n'avoir pas obéi à un ordre de son chef de contrôle le 31 mars dernier.

Les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. du personnel de la navigation aérienne de l'aérodrome ont réagi en lançant à partir du 23 juin un ordre de grève qui a été étendu ensuite à la France entière. Il en est résulté, malgré l'intervention des services de l'armée, des perturbations très importantes.

Cependant, le projet de loi abolissant le droit de grève pour les agents considérés, a été adopté définitivement par l'Assemblée nationale, malgré l'opposition du Sénat (comme la loi anti-grève de juillet dernier). Le pouvoir gaulliste et sa majorité parlementaire se sont refusés à examiner la médiation proposée par le Syndicat des pilotes de ligne. Ils prétendent faire accepter au personnel visé par le projet un marchandage humiliant : avancement de l'âge de la retraite et avantages indiciaires en échange de l'abandon du droit de grève.

Les syndicats s'y refusent, tout en étant disposés à discuter sur la situation de l'ensemble des agents de la navigation aérienne. D'autre part, l'annonce de sanctions ne peut que faire rebondir le conflit, 150 contrôleurs qui n'ont pas obéi à l'ordre de

réquisition devant passer devant le Conseil de discipline. A l'heure où nous écrivons, le gouvernement se refuse à toute concession avant la levée de l'ordre de grève générale illimitée qui est entré en vigueur le 30 juin au matin.

Le gouvernement recherche l'épreuve de force. L'ensemble des syndicats et des partis de gauche, tous les travailleurs doivent manifester leur solidarité aux grévistes.

M. C.

## LES EMPLOYÉS F.O. POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Le congrès de la Fédération F.O. des employés et cadres s'est tenu récemment à Lyon. Il s'agit d'une des fédérations les plus importantes de Force ouvrière, groupant les travailleurs d'un secteur de plus en plus important où les forces sont assez également réparties entre les trois centrales.

Une discussion animée a eu lieu sur le problème crucial des rapports entre employés et cadres.

La question du travail à temps partiel — qui se pose avec acuité dans le tertiaire — a été également étudiée par le congrès. La résolution finale indique à ce sujet : « Le congrès rappelle que le travail à temps partiel suppose une continuité et une régularité dans l'emploi et qu'il ne doit pas conduire à un « travail au rabais ». Il est d'autre part susceptible de poser des incidences sur la vie familiale. Il ne doit en aucun cas avoir pour conséquences :

- une dévalorisation de l'emploi, notamment pour la main-d'œuvre féminine ;
  - une sous-évaluation des salaires de qualification ;
  - l'inobservation des dispositions légales et conventionnelles. »
- Suit le rappel des garanties demandées en matière par la C.G.T.-F.O. (maintien du salaire unique, de l'assiette des cotisations Sécurité sociale, insertion des causes obligatoires dans

les conventions collectives, etc.).

Le congrès a précisément revendiqué la libre discussion des salaires dans le cadre de la loi du 11 février 1950. Il convient toutefois de noter qu'une telle pratique est entravée par le faible taux de syndicalisation dans certaines branches comme le commerce et par l'étatisation croissante d'autres secteurs comme la Sécurité sociale.

En ce qui concerne la durée du travail, le congrès s'est déclaré « solidaire des salariés dans leur lutte pour le maintien des deux jours de repos consécutifs et pour obtenir une réglementation rigoureuse des heures de fermeture des entreprises du secteur tertiaire ».

La Fédération — qui pratique depuis toujours l'unité d'action — s'est par ailleurs prononcée pour le principe de l'unité syndicale. Elle soutient toutefois sa réalisation à des conditions strictes :

- « — L'indépendance à l'égard du patronat, de l'Etat, des Eglises et des partis ;
- Le respect des tendances et l'interdiction absolue du cumul des mandats politiques et syndicaux ;
- Le choix des dirigeants syndicaux par le moyen d'élections régulières par les syndiqués ;
- La détermination des positions et de l'action par la libre expression des syndicats eux-mêmes. »

# Droite contre gauche au Conseil Municipal de Paris

Si l'il existait encore des illusions sur la nature des querelles qui séparent les Indépendants et le « Centre républicain » parisiens de l'U.N.R., la récente élection du bureau du Conseil municipal de Paris les aura dissipées : on a vu en effet les amis de M. Lafay se joindre à l'U.N.R. pour porter à la présidence du Conseil municipal l'Indépendant Legaret, qui n'a jamais caché ses sympathies pour l'Algérie française. La raison ou le prétexte de cette coalition c'est bien entendu le « péril rouge » : au second tour du scrutin, le socialiste Giraud, soutenu par le P.C. et le P.S.U., arrivait en tête de tous les candidats avec 38 voix, grâce à la désunion de la réaction. Mais celle-ci s'est ressaisie au troisième tour, et Legaret l'a emporté avec 45 voix contre 38 à Giraud.

Nous avons pour notre part toujours dit que les querelles qui séparaient les Lafay et les Legaret de l'U.N.R., n'étaient que des querelles de clans ; qu'il était absurde de désigner à ces messieurs des brevets de « républicanisme », puisqu'à la première occasion ils désertaient le camp démocrate pour rallier les gaullistes. Aussi une seule chose nous a surpris dans cette élection : que nos



(Photo A.D.P.)

Jean Legaret : ex-partisan de l'Algérie française, il doit sa présidence à l'U.N.R.

prévisions aient été si vite vérifiées et de façon aussi éclatante. On sait maintenant ce que valent les proclamations de Lafay en faveur de libertés locales et de la démocratie communale ; lorsque nous les avons dénoncés dans les comités de défense des libertés locales, nos camarades socialistes et communistes nous ont reproché notre sectarisme. Nous pensons que la leçon servira et que désormais les partis de l'opposition socialiste s'abstiendront d'offrir des tribunes aux Lafay et à leurs semblables.

C'est pourquoi l'élection de l'Hôtel de Ville nous paraît au total un fait positif : elle a dissipé l'équivoque, elle a vu l'opposition socialiste affronter le bloc des gaullistes et de la réaction dans des conditions claires et nettes. Nous souhaitons que cet affrontement préfigure celui qui aura lieu lors des élections car, pour nous, l'union de l'opposition socialiste pour battre à la fois l'U.N.R. et la réaction est la seule méthode qui permette de mobiliser les travailleurs contre le régime. Nous l'avons dit et répété sans cesse ; ce sont aujourd'hui les faits qui viennent le démontrer. Camarades communistes et socialistes, n'attendons pas pour en tirer les conséquences !

F. ROUSSET

## A nos lecteurs

Comme chaque année à la même époque, nous réduisons le nombre de pages de notre journal : pendant les mois de juillet et de septembre, « Tribune socialiste » paraîtra sur huit pages.

Et de même, comme nous l'avons toujours fait, notre publication sera interrompue pendant le mois d'août.

# L'UNITE SOCIALISTE

Intervention de Jean Chaintron au quatrième colloque socialiste

Le groupe du « Débat communiste », fondé par Marcel Prenant et ses amis, a apporté sa collaboration aux troisième et quatrième colloques socialistes, Jean Chaintron, ancien militant responsable du Parti Communiste, est ve-

nu à apporter, à la dernière réunion, l'opinion de son groupe. Nous publions ici des extraits de la dernière partie de son intervention, qui concerne les conditions de l'unité socialiste.

L'UNITE d'action sur des objectifs définis peut aboutir à l'unité organique entre socialistes et communistes et au rassemblement durable des forces populaires.

Mais, quelles sont les conditions pour qu'un tel vœu se réalise ?

Il faut l'unité d'action où les alliances électorales ne soient pas réduites à des jeux habiles d'états-majors politiques tendant chacun :

- soit à gagner une clientèle ;
- soit à repousser l'unité organique ;
- soit à la réaliser sous son influence.

Il faut comprendre qu'on ne peut renouveler les tactiques du Front populaire ou des démocraties populaires.

Des comités de base sont nécessaires, mais ils ne suffisent pas à démocratiser le socialisme et à le faire aboutir.

Il faut que, nationalement, les organismes élus des deux partis se rencontrent et travaillent à l'unité en résolvant, sous le contrôle de l'ensemble des communistes et des socialistes et avec leur concours, les problèmes fondamentaux. Il faut que les partis socialiste et communiste se constituent en un seul parti.

La scission de Tours était inéluctable comme une conséquence de l'épreuve de la première guerre mondiale et elle correspondait à une situation stratégique découlant de la révolution d'octobre 1917 en Russie.

Mais à peine accomplie, il eût fallu travailler à la surmonter.

Qu'elle se soit prolongée depuis 44 ans est un malheur incommensurable. Les 21 conditions sont aujourd'hui dépassées, périmées pour la plupart.

L'organisation socialiste en France doit retrouver les grandes traditions du mouvement ouvrier français en les fécondant des expériences internationales et en les adaptant à notre temps.

C'est ainsi, par exemple, que les syndicats, les organisations populaires, les mouvements de jeunesse doivent avoir leur indépendance.

Le parti peut et doit rechercher leur

concours, mais ne peut prétendre les réintégrer.

Dans les rassemblements de toutes les forces populaires le parti ne doit pas exiger la prépondérance quand bien même il serait la force principale. C'est par une application large de la démocratie que donne la foi en notre cause qu'on peut aller par cette voie au socialisme.

La deuxième hypothèse se fonde sur cette considération que les anciens partis et organisations traditionnelles sont dépassés, inadéquats à notre époque, ayant perdu leur prise sur les masses, ce qui a engendré la dépolitisation.

Aux côtés de ces organismes en voie de dépérissement on conçoit des organismes nouveaux destinés à les supplanter et dont on croit discerner les formes dans les clubs, les cercles, les groupements divers qui éclosent et dont les activités semblent plus réalistes, plus pragmatiques, plus technocratiquement tournées vers des progrès concrets sur la base de larges options générales de nature socialiste.

On peut imaginer un dispositif largement démocratique regroupant, coordonnant, administrant un tel ensemble.

Ainsi naîtrait comme une sorte de confédération générale du socialisme un type de néo-travaillisme français.

Cette organisation disposerait, par sa propre puissance, par la coopération de hauts techniciens d'entreprise socialistes et celle de parlementaires ou de ministres socialistes, de puissants moyens d'investigation, d'information, d'analyse et de propagande qui sont nécessaires à notre époque pour avoir prise sur les événements.

On peut présager que dans l'avenir une telle organisation pénétrerait l'économie jusqu'à la prendre en mains et interviendrait dans l'appareil d'Etat jusqu'à se substituer à lui.

Le gouvernement politique des hommes ferait alors place à l'administration des choses, à la réalisation du bien-être.

L'objection que je ferais à cette hypo-

# Pour donner à l'unité une base solide

par Edouard DEPREUX

**D**E larges extraits de la motion votée par notre Comité politique national des 27 et 28 juin ont été reproduits par la Presse et nous nous en réjouissons. Mais Le Figaro a cru devoir titrer : « Le P.S.U. contre la stabilisation. Il aurait fallu écrire : « Le P.S.U. contre le Plan de stabilisation ». Il y a là plus qu'une nuance. Au reste, les statistiques les plus officielles démontrent que le Gouvernement n'a pas réussi à stabiliser les prix. Il en donne lui-même la preuve en augmentant ceux de ses services au moment où il prétend encore enrayer la hausse. Le gouvernement a, en outre, décidé une majoration importante du prix des loyers, y compris de ceux des H.L.M. (habitations à loyers modérés), qui méritent de moins en moins leur titre, après avoir perdu celui d'H.B.M. (habitations à bon marché). En vertu de sa propre logique, le régime fondé sur le profit et la recherche de la rentabilité, de Poincaré à Giscard d'Estaing, en passant par Pinay, a toujours effectué ses opérations dites « de redressement », au détriment des travailleurs. Ceux-ci s'en rendent de mieux en mieux compte. Leurs batailles pour les augmentations de salaires, contre les atteintes au droit de grève, pour la réduction de la durée du travail et la sécurité de l'emploi, sont certes nécessaires. Mais, même si elles ne se déroulent pas seulement par catégories, elles ne suffiront pas à assurer une victoire décisive. C'est à la structure même du capitalisme qu'il faut s'attaquer.

Les faiblesses historiques de la gauche française n'ont pas seulement été provoquées par sa division. Quand elle a manifesté assez d'audace pour effrayer les privilégiés, elle n'a pas eu assez d'imagination constructive pour les mettre à la raison. Elle devra, demain, leur

imposer le respect de la volonté d'un suffrage universel, non plus mis en condition par une radio asservie et par une grande presse plus ou moins auto-censurée, mais disposant de tous les moyens d'information qui lui permettront de se prononcer en toute connaissance de cause. Telle est la raison d'être du contre-plan que le P.S.U. propose à l'ensemble des organisations qui se réclament du socialisme et représentent les travailleurs. Il est destiné à faciliter la transition vers une démocratie qui, pour être véritable, ne peut être aujourd'hui que socialiste.

M. Pompidou, constatant que le « capitalisme de papa », fondé sur le libéralisme intégral (le renard libre dans le poulailler libre), avait vécu, a déclaré sans rire que nous vivions dans un régime mi-capitaliste, mi-socialiste, au moment même où il s'efforce de réduire la part réservée dans l'économie au secteur public au profit du secteur privé, de plus en plus maître des leviers de commande. Notre Premier ministre sait, mieux que quiconque, que les banques d'affaires ne sont pas nationalisées. Non seulement, un tel système n'est pas partiellement socialiste, mais il n'est pas démocratique : tous les progrès arrachés par les luttes ouvrières peuvent, à tous moments, être remis en question. Si, par exemple, après une victoire électorale en 1965 ou dans les années suivantes, on laissait intactes les structures actuelles, il ne faudrait pas attendre 1980 pour qu'il ne reste aucun souvenir d'un tel succès.

Les sondages démontrent l'impopularité de la politique économique et sociale du gouvernement. Le régime peut de moins en moins dissimuler son visage de classe sur le plan social comme sur le plan politique : ses parti-

sans les plus décidés ne viennent-ils pas d'élire M. Legaret à la présidence du conseil municipal de Paris, en vertu de la solidarité qui, par-delà les bagarres les plus spectaculaires, unit les conservateurs et les réactionnaires de toutes obédiences.

M. Giscard d'Estaing, qui nous avait habitués à moins de modestie, s'est consolé en constatant que, si le pourcentage des personnes interrogées qui considéraient comme « mauvaise » la politique du gouvernement, était élevé, ceux qui la considéraient comme « très mauvaise » étaient beaucoup moins nombreux. On s'apercevra bientôt que l'initiative privée, qui constitue la grande pensée et le grand espoir du régime, gênée par les freins gouvernementaux, ne procède pas aux investissements qui seraient nécessaires pour provoquer une nouvelle expansion. Les prix français deviennent de moins en moins compétitifs sur le plan international et cela posera des problèmes de plus en plus délicats à l'intérieur du Marché commun. Lorsque le V<sup>e</sup> Plan sera présenté à l'automne, bien des yeux se déssilleront. Tout permet de penser que les luttes revendicatives se développeront alors. Nous demandons et demanderons à la gauche d'opposer aux projets gouvernementaux des solutions constructives. Nos initiatives incessantes en faveur de l'unité s'accompagneront de propositions précises qui donneront une base solide à cette unité et permettront d'aborder dans de bonnes conditions toutes les batailles de l'année prochaine, y compris celles des élections municipales au cours desquelles nous devons retourner contre le régime la loi qu'il vient de faire voter.

E. D.

## RÉUNION DU COMITÉ POLITIQUE NATIONAL DU P.S.U.

### Résolution adoptée par 23 voix contre 16 et 1 abstention

Après avoir approuvé l'orientation générale du rapport présenté par Gilles Martinet, au nom du Bureau national, le C.P.N. du P.S.U., réuni les 27 et 28 juin 1964, à Paris, a constaté que la politique de « stabilisation » poursuivie par le gouvernement a non seulement porté atteinte aux intérêts des travailleurs, mais a également créé de sérieux risques de récession. Elle a fait apparaître au grand jour la nature sociale du régime gaulliste qui, d'un côté, favorise le capitalisme privé et engage un processus de « déplanification » et, de l'autre, cherche à bloquer les salaires et à limiter le droit de grève. La politique de « stabilisation » est avant tout une politique de classe.

Le mécontentement qu'elle a provoqué s'est manifesté à travers des actions importantes dont la dernière en date est celle des agents de la navigation aérienne. Si ces actions n'ont cependant pu être suffisamment élargies, c'est sans doute parce que les buts proposés et aussi parfois les formes de lutte n'ont pas exactement répondu à l'ampleur des problèmes soulevés.

C'est pourquoi le C.P.N. du P.S.U. estime que les prochaines batailles sociales devraient viser à la fois :

- les augmentations de salaires que les récentes hausses des prix, y compris la hausse des loyers, rendent encore plus urgentes ;
- les atteintes au droit de grève ;

— la fixation d'un certain nombre d'objectifs, par la cinquième période de planification.

Le P.S.U. pense, en effet, que le mouvement ouvrier, que la gauche, dans son ensemble, ne peuvent se contenter de critiquer l'orientation que le gouvernement se prépare à fixer à cette occasion. Il leur faut définir à leur tour une orientation, mettre en avant des objectifs et indiquer les moyens de les atteindre. Il faut, face à la politique gouvernementale, qui assure une position de prédominance aux grandes sociétés capitalistes et couvre le développement incessant des investissements américains, montrer la nécessité de profondes réformes de structures. En bref, il faut opposer au

plan gaulliste un véritable contre-plan.

Un tel élargissement de l'horizon des luttes revendicatives permettrait de hâter l'unité des forces socialistes et de donner une base solide à cette unité. Il permettrait, d'autre part, d'aborder dans de meilleures conditions les batailles électorales de l'année prochaine.

Le P.S.U., qui s'est fixé pour objectif la réalisation du Front socialiste, développera ses contacts avec les différentes organisations de l'opposition de gauche et prendra les initiatives susceptibles de donner à l'action contre le régime gaulliste et le grand capitalisme un caractère plus efficace et plus offensif.

*Théâtre des Nations, Festival de Saint-Ouen, Festival de Saint-Denis, Festival du Marais, Festival d'Aubervilliers... la saison théâtrale s'est achevée à Paris, et dans la banlieue parisienne, par toute une floraison de spectacles populaires. Spectacles de conceptions diverses ; le caractère, l'esprit, le style de chacun d'eux étant fonction des préoccupations, des intentions, des objectifs et (malheureusement) des difficultés matérielles des animateurs respectifs.*

*Au terme de cette « saison », TRIBUNE SOCIALISTE est allée rendre visite à deux des animateurs culturels les plus dynamiques de la région parisienne : Gabriel Garran, qui préside (avec le même groupe de travail, depuis quatre ans) aux destinées du Festival d'Aubervilliers, et Serge Ganz, adaptateur de « Coriolan ». Le choix de Garran, de préférence aux autres animateurs, n'est pas fortuit. Tout d'abord, le Festival d'Aubervilliers est le plus ancien des « festivals de banlieue » :*

*l'expérience acquise ici nous semble donc plus significative que celle que l'on pourrait tirer de tentatives récentes ; d'autre part, pour Garran et ses collaborateurs, la saison théâtrale dure toute l'année : le Festival n'est qu'un des aspects (le plus spectaculaire, sans doute, jusqu'ici) de l'immense travail culturel accompli dans le cadre d'une cité ouvrière. L'expérience de Garran est encore caractéristique du fait qu'elle se poursuit en étroite collaboration avec la municipalité, une*

**L**E IV<sup>e</sup> Festival d'Aubervilliers, au cours duquel tu as présenté Coriolan, vient de se terminer. La critique a été cette fois bien plus réticente que pour les pièces précédentes. A ton avis, cela tient-il au choix d'une œuvre de Shakespeare, auteur peu familier au public populaire ; cela tient-il à l'ambiguïté du sujet, à un langage qui peut-être ne correspond plus à celui de notre époque, ou à une mise en scène imparfaite ?

Vous savez, j'ai l'impression (peut-être à tort) qu'il n'y a pas de rupture réelle entre les spectacles que nous présentons depuis quatre ans, entre *La Tragédie optimiste*, *L'Etoile devient rouge*, *Charles XII* et *Coriolan*... du moins en ce qui concerne les thèmes, le problème du sujet. Nous avons toujours voulu, au Festival d'Aubervilliers, présenter des œuvres qui aient un caractère « concernant » pour le public, c'est-à-dire un théâtre qui soit accroché aux basques du XX<sup>e</sup> siècle, et dont les préoccupations, les thèmes peuvent intéresser les spectateurs et trouver une projection

dans leur esprit. Je parle du spectateur d'Aubervilliers. Je crois qu'il y a une constante dans ces œuvres ; c'est que nous avons à la fois comme soubassement aux quatre pièces que nous avons choisies et montées, le thème de la destinée collective de vastes groupes humains. Que ce soit *La Tragédie optimiste*, où nous avons montré en pleine tourmente révolutionnaire soviétique, des marins anarchistes et des marins communistes contraints de se déterminer (et par là trouvant un sens à leur vie, à leur avenir) en faisant un choix politique ; que ce soit dans *L'Etoile devient rouge*, avec le conflit des deux idéologies dominantes de notre époque (le socialisme et l'idéologie chrétienne) où l'on voyait des hommes aux prises avec leurs conditions matérielles, et se déterminant, en même temps, sur le plan des idées comme sur le plan des faits, en fonction d'une certaine aliénation religieuse. De même dans *Charles XII* on découvrirait le peuple suédois, dans des conditions historiques précises, c'est-à-dire au moment où il rencontre sur sa route un obsta-

cle, celui de l'homme d'exception à la haute stature historique. La pièce montre comment ce peuple s'est trouvé complètement aliéné, dépossédé par « l'homme providentiel ».

Dans *Coriolan*, nous avons un peu le même sujet, le chef prestigieux qu'on essaye de « fourguer » au peuple romain ; mais nous avons quelque chose de supérieur à *Charles XII*, c'est que tout ceci baigne dans une observation sociologique, assez géniale de la part de Shakespeare, et que nous avons devant nous une situation historique qui (comme dirait Jan Kott) substitue la lutte des classes au « fatum » antique. S'il y a évolution dans notre travail, disons que nous sommes passés d'un théâtre d'exaltation, de participation, à un théâtre critique, c'est-à-dire à des présentations de spectacles où nous n'essayons pas de tirer le sujet à gauche (quoique certains puissent en penser...), mais à proposer au public, à l'instar de certaines œuvres cinématographiques, des sujets de réflexion. C'est au public à en tirer la leçon.

le peuple sous forme de mythe ; que nous n'avons pas cherché à dévaloriser Coriolan. En somme, le montage de *Coriolan* correspondait à une sorte de nécessité ; c'est le résultat d'un cheminement, et je regrette une chose, c'est que ceux qui ont pu charger d'éclairer le public ne viennent pas au milieu de celui-ci.

Tout compte fait, je ne suis pas scandalisé par l'article de Pierre Marchabru (2) qui jubile en écrivant « Qu'on nous débarrasse de la race prolifique des lapins démocrates de théâtre », parce que là, ce journaliste dévoile ce qu'il est ; mais où je suis étonné, c'est lorsque ceux qui réclament à cor et à cri un nouveau théâtre, un nouveau public, sont les premiers à se rallier sur les positions d'une « droite critique » lorsqu'ils jugent notre travail : ils n'ont pas un jugement qui s'insère dans un développement théâtral mais qui s'acharne à saisir l'instant de la création artistique...

### La culture s'organise

*Pour en revenir à ce public qui fait preuve aujourd'hui de maturité, comment avez-vous réussi à l'intéresser, à l'amener au théâtre ?...*

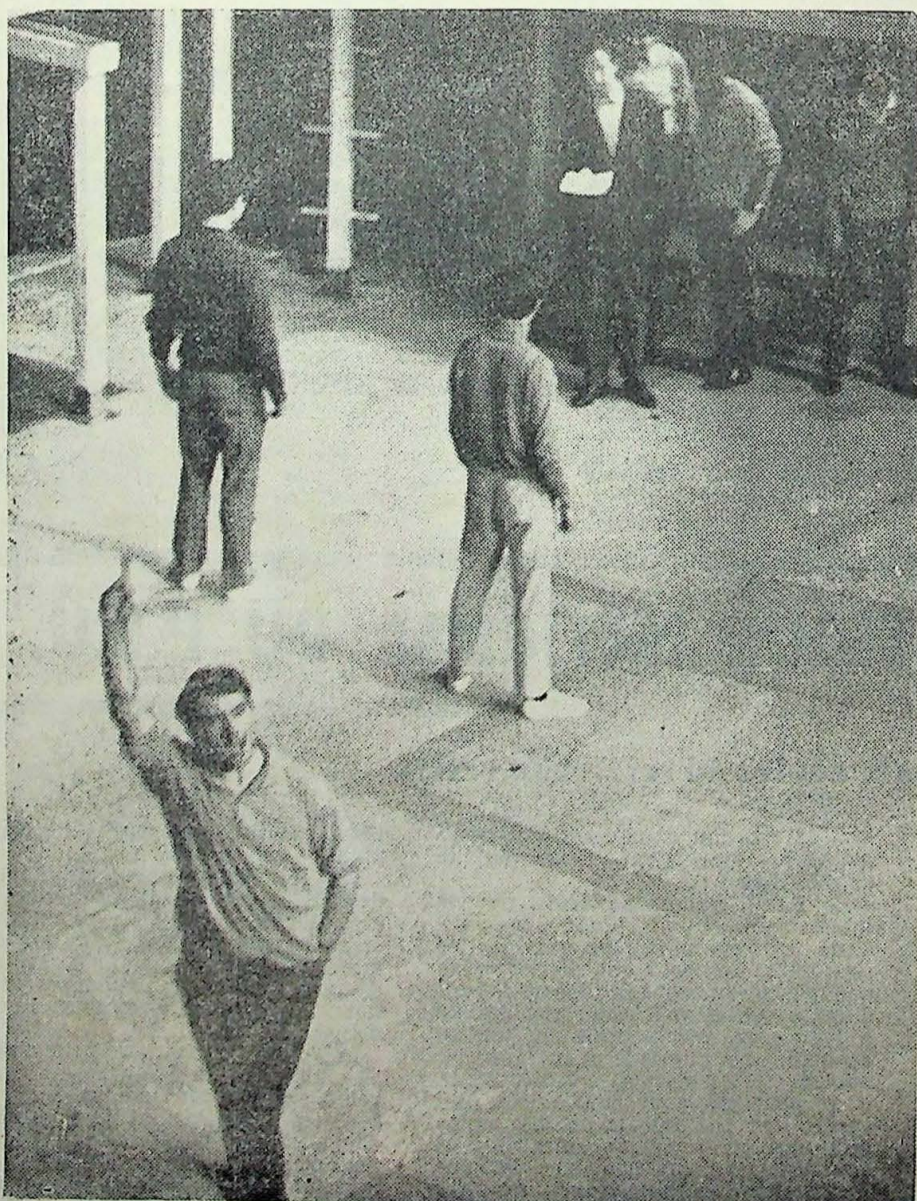
Ce travail collectif a été entrepris début 1961 : il n'y a pas de spontanéité... La réflexion de Maïakovski « la culture s'organise », nous en avons fait notre devise. C'est-à-dire que, à l'image de l'expérience Planchon à Villeurbanne, nous avons systématisé un style de travail qu'on pourrait définir par : approche directe du public, méthodes de contact personnalisées. Sous forme de campagne de popularisation à l'aide d'expositions tournantes dans les entreprises, de distributions de tracts, de matériel envoyé dans tous les foyers d'Aubervilliers, de multiples petites réunions, de prises de parole dans les écoles ou les cités ouvrières, nous nous sommes efforcés, depuis quatre ans, d'acquiescer un public qui, jusqu'ici était complètement coupé du théâtre, totalement fermé à l'expression dramatique.

*Quelles sortes de difficultés avez-vous rencontrées ?*

Au début, on nous a pris pour de farfelus ; même les syndicalistes n'y croyaient pas ; mais la deuxième année, après les débats passionnés qui suivirent les représentations de *La Tragédie optimiste*, nous avons rencontré plus de compréhension. C'est ainsi que la section syndicale d'Aubervilliers nous a proposé de tirer gratuitement les trente mille tracts dont nous avions besoin. Depuis, les choses se sont encore améliorées : aujourd'hui, nous avons droit de cité dans la plupart des grandes entreprises du canton d'Aubervilliers (Kuhlmann, P. Chiney, Unilever, etc.). Le cap décisif a été passé : ce ne sont pas seulement les comités d'entreprise qui nous accueillent, mais les directions elles-mêmes...

*Combien êtes-vous pour faire ce travail de prospection ?*

C'est un « collectif » d'animation composé d'une dizaine de membres qui s'appuie sur un groupe de jeunes



Première répétition sans costumes. *Coriolan* (Bernard Noël) menace d'écraser la plèbe qui refuse la dictature.

### Une cérémonie absurde

*Et le point de vue de la critique ?...*

En ce qui me concerne, je me refuse à me laisser obnubiler par ce que j'appelle « le soir de la générale » et le problème de la critique, bien que l'influence de cette dernière soit extrêmement importante. Je considère que la cérémonie de la générale est absurde, périmée et néfaste, tout au moins en ce qui concerne un travail comme celui que nous entendons poursuivre à Aubervilliers. Il est vrai que nous avons présenté à la critique un spectacle qui n'avait pas trouvé son rythme, qui n'était pas tout à fait « huilé », compte tenu que nous n'en étions qu'à la deuxième représentation. Mais cela dit, pour nous, la véritable critique, c'est le public d'Aubervilliers... qui le jour de la générale n'était pas là. Par contre, nous avons eu, la semaine dernière, trois débats avec le public après les représentations ; ces débats se sont prolongés jusqu'à une heure et demie du matin. Eh bien ! je dois dire que les propos qui ont été échangés, les observations et les contestations des spectateurs nous semblent infiniment plus riches et plus pertinentes que les opinions émises par les spécialistes.

*Donc, contrairement à ce qu'a prétendu une certaine partie de la critique, la présentation de Coriolan à Aubervilliers n'est pas une erreur ?*

Non, car cette pièce charrie, pour nous, ce qui est essentiel au public populaire : le problème fondamental de la lutte des classes, des contradictions à l'intérieur de la plèbe (l'équivalent approximatif de la classe ouvrière), et celui de la mystification du « grand homme » ; mystification qui existe à l'heure actuelle. Et nous nous sommes aperçus que tout cela a rencontré un grand écho auprès du public d'Aubervilliers. Ce n'est pas pour nous une clause de style : c'est réel. Le public s'accroche et discute aussi bien sur le plan de l'interprétation individuelle de Bernard Noël (1) sur le plan de la mise en scène, que sur celui du contenu politique. Surtout, il est sensible au fait que nous n'avons pas tenté de représenter

# RE S'ORGANISE

ité qui, malgré l'absence  
aide financière de l'Etat,  
nce aux artistes et à la  
n prélevant sur son bud-  
mmes importantes. Elle  
le encore décisive pour  
ons, cette expérience :  
théâtrale d'Aubervilliers  
mière troupe française à  
invitée, cette année, par  
ique Algérienne ; enfin  
it être appelé à prendre  
la direction du Théâtre  
mmune d'Aubervilliers,  
inauguré en novembre

gens et de jeunes filles, et sur le  
« Groupe Firmin-Gémier », instru-  
ment essentiel de cette pénétration  
à l'intérieur de la population.

Qu'est-ce que le « Groupe Firmin-  
Gémier » ?

C'est une école théâtrale, car notre  
premier propos, à Aubervilliers, a été  
d'ordre pédagogique ; puis il y a eu  
création d'un dynamisme local. Notre  
but n'était pas d'être une troupe de  
Paris située à l'extérieur de la capi-  
tale par la force des circonstances,  
mais d'être le théâtre de la commune  
d'Aubervilliers. Nous avons créé, en  
premier lieu, une école d'art drama-  
tique qui s'est structurée en « Groupe  
Firmin-Gémier ». Il a aujourd'hui  
trois particularités : c'est un groupe  
de théâtre amateur, un centre d'en-  
seignement et un groupe d'agitation  
local. Avec ce groupe, nous avons déjà  
monté trois pièces, hors Festival (3).  
L'activité du groupe Firmin-Gémier  
est appelée à devenir de plus en plus  
importante, car nous nous sommes  
rendus compte, notamment à la suite  
du dernier festival, de la nécessité  
d'une troupe homogène. Cette nou-  
velle école de comédiens nous est in-  
dispensable, absolument ; seulement,  
c'est un travail qui demande de lon-  
gues années de mise au point. Ce n'est  
pas en deux ou trois ans que l'on  
peut créer, de toutes pièces, des co-  
médiens. Il faut préciser aussi que,  
dans cet effort continu de décentra-  
lisation théâtrale, nous bénéficions de  
l'expérience acquise depuis la Libé-  
ration par des hommes comme Dasté  
et Gignoux ; des hommes comme Vi-  
lar aussi... sans oublier Planchon.

De quels horizons viennent les gars  
du groupe Firmin-Gémier ? Comment  
les formes-tu ?

Essentiellement, pour moitié, ce sont  
des étudiants ; pour le reste, des gars

Interview réalisé  
par Dominique Laury  
et Jean-Jacques Vernon.  
Reportage photo : Jac Cillès.

et des filles d'Aubervilliers, ouvriers  
et employés. Les cours que nous don-  
nons sont gratuits ; ils ont lieu trois  
fois par semaine dans une école désaf-  
fectée d'Aubervilliers. Je dirai aussi  
que dans cette école, la vocation pro-  
fessionnelle est loin d'être une pré-  
occupation exclusive. C'est une for-  
mation commune comme dans une  
équipe sportive ; comme un groupe  
de gens qui travailleraient dans une  
entreprise. Surtout, le travail disons  
littéraire, n'est jamais coupé du tra-  
vail manuel : régie, éclairage, costu-  
mes, décors...

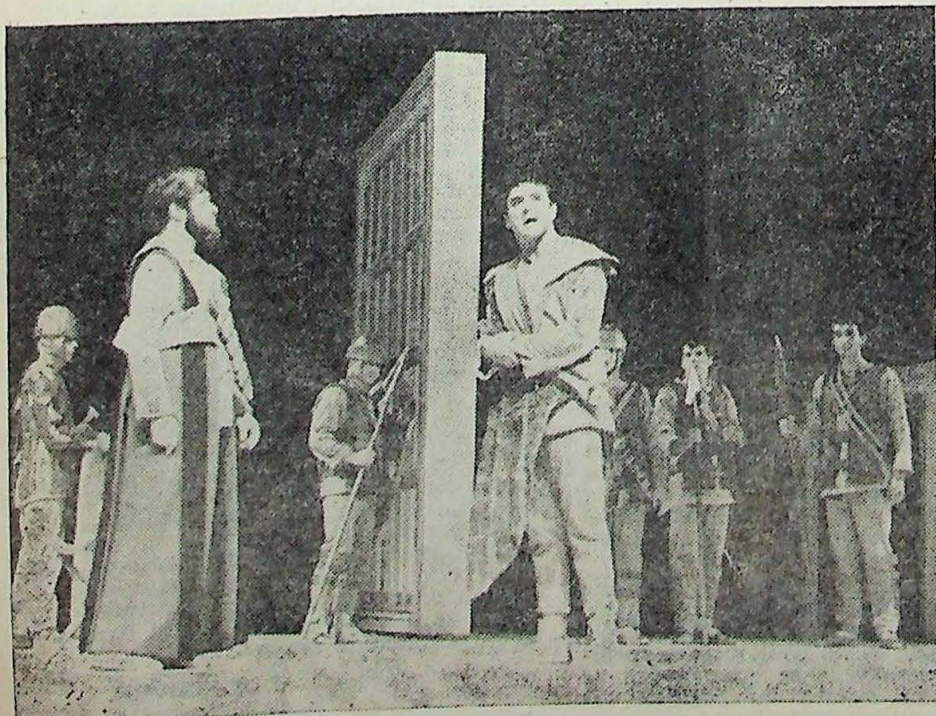
Et sur le plan du public ?

Eh bien ! pour faire un rapide  
bilan, disons que nous avons attiré  
trois mille spectateurs avec *La Tra-  
gédie optimiste* ; cinq mille avec  
*L'Etoile devient rouge*, et, l'année der-  
nière, pour *Charles XII*, nous avons  
dépassé les six mille ; tout ça pour  
une semaine de représentations... Cet-  
te année, il est encore trop tôt pour  
donner un chiffre. Le nombre de spec-  
tateurs n'a peut-être pas sensible-  
ment augmenté, mais il faut tenir  
compte de la multiplicité, depuis deux  
ans, des festivals de banlieue : Saint-  
Denis, Saint-Ouen, Bagneux...

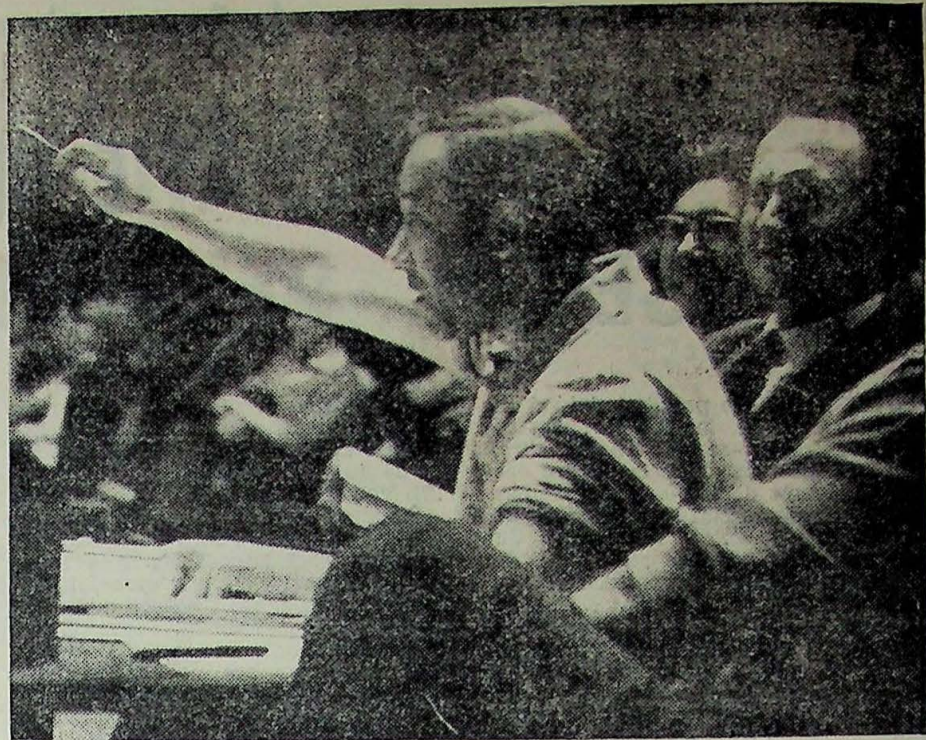
Par contre, nous avons constaté,  
par l'intermédiaire des bureaux de  
location, que le nombre des specta-  
teurs d'Aubervilliers même avait tri-  
plé. D'après les questionnaires que  
nous distribuons à l'entrée et qui nous  
reviennent on peut ajouter que ce  
public est un public neuf, que nous  
avons gagné au théâtre. Autre point  
à souligner : l'extraordinaire jeunesse  
des spectateurs.

**250 millions à gauche  
0,3 p. 100 à droite**

C'est un signe encourageant pour  
l'avenir. Maintenant nous aimerions  
que tu nous dises où en est la cons-  
truction du théâtre de la commune  
d'Aubervilliers ? Et ce que tu comptes  
faire après son inauguration ?...



Entre l'Armée (à gauche) et la plèbe, Cominius (B. Jourdan), consul de  
Rome, compte sur Coriolan pour maintenir l'ordre dans la cité affamée.



Gabriel Garran dirige une répétition de « Coriolan »

Ces quatre années de travail acharné  
n'avaient de sens que si nos efforts  
étaient couronnés par l'existence d'un  
théâtre pour notre troupe. La cons-  
truction de ce théâtre, pour lequel  
la municipalité a investi 250 millions  
d'anciens francs, sera achevée cet  
automne. Ce sera un théâtre de con-  
ception moderne, qui contiendra six  
cents places. Le scénographe est René  
Allio. Il a conçu une salle en gradins,  
avec plateau tournant et passerelle-  
régie au-dessus du public. Cette réa-  
lisation va marquer un nouveau dé-  
part, une expérience sous une autre  
forme. Pour ce qui est des projets,  
tout dépendra des moyens économi-  
ques dont nous disposerons ; il est  
encore trop tôt pour en parler parce  
que beaucoup de choses dépendent  
de la municipalité et de l'Etat. Mais  
ce que l'on peut dire, c'est que nos  
efforts s'appuieront sur l'association  
des « Amis du Théâtre de la Commu-  
ne » dont les portes sont ouvertes à  
toutes les initiatives. Cette associa-  
tion va se structurer et se populariser  
par des campagnes que nous allons  
lancer à la rentrée.

Ce théâtre, vous vous en doutez,  
pose des problèmes complexes et dif-  
ficiles : les Pouvoirs publics, en l'oc-  
currence le ministère des Affaires  
culturelles, s'intéressent maintenant  
d'assez près à l'expérience théâtrale  
d'Aubervilliers. Ils s'y intéressent  
parce que nous avons démontré nos  
possibilités. Mais nous savons que  
nous sommes dans un pays qui con-  
sacre 0,3 p. 100 du budget national  
à la culture. C'est comme si, dans un  
foyer où il rentre 80.000 anciens francs  
par mois, on dépensait 250 francs pour  
les livres, le cinéma, le théâtre et tout  
un ensemble de distractions indis-  
pensable à une vie familiale. Bien  
sûr, nous ne pouvons pas demander  
à la ville d'Aubervilliers de supporter  
l'existence à la fois d'une troupe, d'un  
personnel administratif et de toutes  
les réalisations auxquelles nous pen-  
sons. Mais, pour vivre, la troupe a  
besoin de 35 à 40 millions par an ;  
même si la ville nous donne 10 mil-  
lions par an, ce n'est pas suffisant  
pour soutenir l'activité d'un théâtre  
qui se propose d'être un lieu de cultu-  
re ouvert à tous.

En plus du théâtre avec son réper-  
toire, en effet, une vaste politique  
scolaire sera pratiquée, en accord et  
en liaison avec les milieux ensei-  
gnants du canton de Pantin et d'Au-  
bervilliers ; il y aura aussi des jeudis  
de marionnettes ; nous allons égale-  
ment tenter de mettre sur pied le  
premier cinéma d'art et d'essai un  
dehors des murs de Paris. Mais cette  
ambition n'est valable que dans la  
mesure où nous disposerons de  
moyens. C'est pourquoi nous souhai-  
tons que l'association des « Amis du  
Théâtre de la Commune » compte  
le plus grand nombre d'adhérents.

## Dix-neuf représentations en Algérie

Vos efforts commencent déjà à por-  
ter leurs fruits. Votre expérience est  
connue au-delà des frontières puisque  
vous venez de recevoir une invitation  
du gouvernement algérien. C'est une  
première et encourageante satisfac-  
tion, non ?...

Oui, d'autant plus que cette invi-  
tation arrive avant même que nous  
soyons dans nos murs... Nous partons  
pour une tournée de trois semaines  
sur l'invitation du Théâtre National  
Algérien et sous l'égide du ministère  
de la Coopération franco-algérienne.

Nous donnerons dix-neuf repré-  
sentations dans les principales villes  
algériennes (Oran, Cherchell, Guelma,  
Oued-Fodda, Alger, Bône, Constanti-  
ne...) et dans les camps de travail-  
leurs volontaires algériens.

A propos de cette tournée, je tiens  
à préciser que nous refaisons prati-  
quement toute la mise en scène puis-  
que nous changeons d'interprètes  
pour quelques personnages princi-  
aux, ceux incarnés par les comédiens  
qui ne peuvent pas se rendre en Algé-  
rie. Pour ce travail, nous tenons  
compte des critiques que le public  
nous a faites. Nous aurons un nou-  
veau Coriolan, moins fou que celui  
incarné par Bernard Noël, plus « ap-  
prenti dictateur ».

D'autre part, nous essaierons de  
« faire partir » la pièce plus rapide-  
ment, d'accélérer les enchaînements.  
Mais, encore une fois, ces modifica-  
tions consécutives aux débats qui ont  
accompagné les représentations du  
Festival ne doivent rien à la critique  
professionnelle, qu'elle soit de droite...  
ou de gauche, voire d'extrême-gauche.  
C'est le fait d'un échange avec le  
public : la critique, elle, ne nous a  
rien apporté. Cet échange est notre  
raison d'être et nous comptons bien  
poursuivre dans ce sens notre pas-  
sionnante entreprise.

(1) Qui joue le rôle de Coriolan.  
(2) « Paris-press » en date du 20 juin.  
(3) « Tribune » a rendu compte du der-  
nier spectacle présenté par ce groupe « La  
Cruche cassée », le 11 avril (n° 190).

## Malraux et la culture

Le T.E.P., dont on connaît  
l'œuvre progressiste au service  
des milieux modestes du Nord et  
de l'Est de Paris, est aussi l'en-  
treprise publique de théâtre qui  
reçoit le moins de subvention de  
l'Etat. On peut certes demander  
à ces techniciens et à ces hom-  
mes de l'art au service d'une  
cause généreuse de faire quel-  
ques sacrifices, on ne peut pas  
exiger d'eux qu'ils ne se nourris-  
sent que d'idéal et d'eau claire.  
Et Guy Rhétoré, penché sur des  
problèmes de comptabilité, voit  
avec un oeil songeur venir la  
prochaine rentrée sans la moindre  
amélioration à envisager.  
Bien mieux, les services de M.  
Malraux ont sérieusement en-  
visagé de réduire les subsides  
publics du T.E.P. Alors ce fut  
l'explosion. Alertés, des militants  
de tous horizons, des responsa-  
bles d'organisations les plus di-  
verses s'en furent demander des  
comptes au responsable de notre  
culture nationale. Au Palais-  
Royal, on leur prodigua les plus  
grands apaisements. Nul doute  
que M. le Ministre n'étudie avec  
une grande bienveillance leur  
requête. On les tiendra au cou-  
rant...

On en est là. Mais la manifes-  
tation de l'autre soir aura prou-  
vé à Rhétoré et à son équipe que  
cet incident est devenue la chose  
de toute la population ouvrière  
de l'Est parisien, prête, là comme  
ailleurs, à mener la lutte contre  
les abus de la monarchie gaul-  
liste.

P. L.

# LA DEMOCRATIE SELON DE GAULLE, L'O.R.T.F. SELON PEYREFITTE ET L'OPPOSITION

**D**ESORMAIS le pays est doté d'un « Office de la R.T.F. ». Est-ce bien ou est-ce mal ? A vrai dire, cela ne changera guère la nature des liens qui font de l'ex-« établissement public et commercial » un instrument complètement entre les mains du gouvernement. L'office reste un établissement public et commercial et les seuls changements tiennent à ce que, financièrement, il sera doté d'un contrôleur financier pour une large partie de son fonctionnement (contrôle *a posteriori* et non *a priori*), et d'un conseil d'administration. Mais comme les membres de ce conseil d'administration ne seront pas désignés démocratiquement — c'est le gouvernement qui les désignera — que les représentants de l'Etat y seront largement majoritaires — sur 18 membres, il y aura vraisemblablement 1 représentant de l'ensemble du personnel de l'office et 1 représentant des auditeurs, choisis probablement au sein du T.A.F., c'est-à-dire d'une association ouvertement gaulliste présidée par François Mauriac — que le président de ce conseil d'administration sera choisi par le ministre (M. Wladimir d'Ormesson !) et que les directeurs généraux seront nommés en Conseil des ministres, on peut constater sans exagération que l'indépendance du nouvel office sera aussi étroitement limitée que le fut celle de l'ex-établissement public et commercial.

« Nous réclamons la liberté au nom de nos principes et nous vous la refusons au nom des vôtres. » C'est odieux. Mais les bonapartistes gaulliens sont responsables de ce que — demain — si la conjoncture politique se transforme au profit de la gauche, il faudra, avant de modifier les textes actuels, les retourner contre leurs auteurs.

Enfin, en dernière lecture mais cette fois sans débat, l'Assemblée nationale devait adopter définitivement, le 25 juin, le projet Peyrefitte, par 271 voix contre 187.

Auparavant, le ministre — est-ce prince-sans-rire ou souverain mépris ? — demanda à l'opposition d'admettre que son statut est vraiment libéral. Le Français a beau passer pour être spirituel, l'appel de M. Peyrefitte ne fut guère goûté par une opposition qui resta sur ses positions. Cocue, peut-être, mais pas contente !

## Le parlement domestiqué

**M**AIS voyons les faits : en première lecture, le 28 mai, l'Assemblée nationale adoptait le projet initial par 276 voix contre 181 ; le Sénat le repoussait par 190 voix contre 38. Une commission mixte paritaire composée d'éléments majoritaires recherchait un compromis entre les propositions sénatoriales, améliorant le projet Peyrefitte, et la rigidité gouvernementale.

Mais en seconde lecture, le 19 juin, dédaignant la procédure conciliatrice, le ministre faisait adopter par un vote bloqué — c'est-à-dire en repoussant l'essentiel des modifications — le projet primitif par 279 voix contre 181. La même majorité sénatoriale se retrouvait pour écarter à nouveau un projet qui refusait de tenir compte des modifications cependant adoptées par la commission paritaire. Le ministre refusait énergiquement de légaliser « le droit à l'antenne aux différentes tendances de l'opinion ». (Cette disposition, assez vague, avait été adoptée par les députés par 238 voix contre 233, dans un moment d'aberration !)

Enfin, en troisième et ultime lec-

ture, l'Assemblée, soumise à la volonté gouvernementale rééditait exactement son vote précédent, et malgré les protestations de l'opposition contre le procédé du vote bloqué sur l'ensemble du projet gouvernemental sans tenir compte des amendements apportés. La guillotine de l'article 40 venait de tomber sur la démocratie parlementaire.

Dès lors, on se demande à quoi peuvent bien servir les débats parlementaires et la procédure de commission mixte paritaire, puisque le gouvernement gaulliste, à tout propos, joue de sa majorité domestiquée contre une opposition désarmée.

Nous estimons sans intérêt d'entrer à nouveau dans les détails d'un statut que nous avons déjà présenté à nos lecteurs. Certes, on peut admettre que certains aménagements dans la gestion financière seront préférables au système en vigueur, mais, pour nous, l'essentiel réside dans l'indépendance de l'établissement — ou de l'office — par rapport au gouvernement et à l'Etat. Qu'on relise le communiqué de l'A.L.E.R.T.E. (1) publié cependant avant les débats, et qui reste parfaitement valable pour tous nos camarades.

La conservation des bandes magnétiques durant un certain temps ne codifie aucunement le droit de réponse sur les antennes, nullement prévu par la loi de 1881 sur la diffamation et applicable à la presse écrite...

Quant à la publicité commerciale et au monopole de production, la discrétion... volontaire du ministre demeure inquiétante. La technique du vote bloqué employé par le gouvernement gaulliste ruine toute garantie que pourrait apporter dans une autre

conjoncture — le « large débat devant l'Assemblée » — promis par M. Peyrefitte.

## L'Etat gaulliste... par personnes interposées

**N**OUS terminerons cet article en regrettant le manque de perspectives de l'opposition parlementaire. Certes, le ministre avait volontairement placé le débat — dès l'entrée — sur le plan de la polémique. Mais il aurait fallu refuser ce combat dégradant et replacer la discussion générale sur le rôle que doivent jouer les moyens audio-visuels dans l'évolution d'une société moderne. Ainsi aurait-on pu extrapoler au-delà du simple problème de l'office et dresser l'action gouvernementale présente et future tant à la radio d'Etat que dans les postes périphériques où, par le jeu des participations financières, l'Etat français assure au gouvernement un contrôle plus que théorique.

C'est, au fond, tout le problème de la liberté réelle opposée à un pseudo-libéralisme formel. La mise en condition opérée par une certaine presse de grande information, appuyée par la plus grande entreprise d'information, de culture et de distraction (la radio et la télévision), est un danger mortel pour une société qui se veut libre de sa pensée et de son expression.

Puissent les citoyens conscients ne pas s'en apercevoir trop tard !

BERTRAND-RENAUDOT

(1) A.L.E.R.T.E. (Association pour la Liberté d'Expression à la Radio et à la Télévision, 3, rue Récamière, Paris (VI<sup>e</sup>). Adhésion : 3 F. C.C.P. 21.044-11 Paris.

## PREMIER COLLOQUE RÉGIONAL DU C.N.A.L. A LILLE

# Pour la défense de l'école pas d'alliance avec les réactionnaires

**L**E colloque national du C.N.A.L. des 18 et 19 avril (1) avait marqué une évolution intéressante : — participation effective du P.C. et de la S.F.I.O. aux débats ; — accord à l'intérieur de la F.E.N. sur la structure du cycle d'orientation, et sur les mesures transitoires : une seule et même année commune à la sortie du CM2, accord obtenu malgré les résistances du S.N.E. secondaire, et sans doute sous la pression qu'exerçaient partis et syndicats ouvriers peu sensibles aux arguments du S.N.E.S.

Il avait été décidé de faire sceller autour de cet accord l'union de tou-

tes les forces laïques du pays en organisant des colloques régionaux. C'est ainsi que s'est tenu à Lille le 20 juin le premier de ces colloques. Il y a plusieurs enseignements à en tirer :

1) On pouvait craindre que le S.N.E.S. régional n'entérinerait pas facilement l'accord national. C'est ainsi que le secrétaire régional du S.N.E.S. a déclaré à la tribune qu'il lui était impossible de souscrire à cet accord. Il a fallu que Cheramy, secrétaire national adjoint du S.N.E.S. fasse une mise au point extrêmement positive à notre sens.

Cheramy a développé que les syn-

dicats enseignants portaient une partie des responsabilités dans la situation actuelle, car si depuis 20 ans ils sont d'accord sur le plan Langevin-Wallon, jamais ils n'ont su s'accorder pour le faire passer dans les faits.

Aujourd'hui, c'est sous la pression des faits qu'il faut proposer une solution immédiate, ne plus s'en tenir aux formules générales, proposer une mesure concrète.

L'année commune à la sortie des CM2 n'est peut-être pas la solution parfaite, mais c'est une mesure applicable, et qui met le gouvernement au pied du mur. En fin de compte le S.N.E.S. régional accepte l'idée de cette année commune, à condition que le colloque ne précise pas qu'il la demande « dans l'immédiat ».

2) Les organisations participantes se sont trop souvent contentées de monologuer sans faire de propositions communes. Seule la C.G.T. a proposé que les organisations se concertent pour une action d'ensemble à la rentrée, proposition qui n'a été reprise que par notre parti.

3) Il y en a qui ont vraiment la mémoire courte ! C'est ainsi qu'on a vu les molletistes exprimer « leur grande satisfaction de voir les laïques spontanément d'accord » et déclarer « les laïques ont enfin compris le problème de l'école, et dans l'unité ainsi retrouvée, il faut agir » !

Seul le P.S.U. a évoqué le problème de la coalition politique de gauche. Notre camarade Suret a demandé que les organisations politiques et syndicales qui savent se grouper autour du C.N.A.L. forment une coalition solide « coalition évidemment politique, puisque en fin de compte, la solution

des problèmes de l'école est politique ».

Et sous les applaudissements de toute la partie de la salle constituée par les délégués des organisations du C.N.A.L. (l'autre partie, les politiques, faisant semblant de ne pas entendre), Suret a précisé : « Les organisations qui composent cette coalition doivent en avoir conscience et en tirer les conséquences, en particulier quand se posera à elles prochainement la question d'éventuelles alliances avec des partis notoirement anti-laïques et à qui nous devons les lois Barangé, Marie et Debré ».

4) Le P.S.U. a proposé que ce refus des alliances avec la droite soit précisé dans la résolution finale. Avec gêne, cela a été refusé, le colloque faisant toutefois un pas en avant en adoptant que « l'effort entrepris en commun devra être poursuivi et amplifié » et en soulignant « l'importance de cette résolution qui doit avoir valeur d'engagement pour les organisations participantes ».

En conclusion, nous voulons souligner que nos propositions visant à unir la gauche, sans compromissions avec les forces réactionnaires à défaut d'être reprises dans la résolution finale, n'en ont pas moins reçu l'approbation des nombreux délégués syndicalistes présents dans la salle. Cela prouve que nous sommes dans le bon chemin ; raison de plus pour nous y tenir et profiter de toute occasion pour montrer que cette unité de la gauche est possible sur la base d'un programme sérieux.

J.-M. FAIVRE.

(1) Voir « Tribune socialiste » du 26 avril 1964.

### UNE NOUVELLE DISCOTHEQUE DES CHANTS REVOLUTIONNAIRES...

Les « Camarades » chantent :

- L'appel du Komintern (Hans EISSLER)
- La chanson de Craonne (VAILLANT-COUTURIER, Raymond LEFEBVRE)
- Les Survivants (chant funèbre du mouvement ouvrier russe)
- Clairvaux

LE DISQUE 45 TOURS : 9,50 F

Règlement à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. Paris 5826-65

# TRIBUNE DES ARTS

## Théâtre

### Delphine Seyrig et Beckett

au Pavillon de Marsan)

DANS l'enceinte du Louvre, au Pavillon de Marsan, Jean-Marie Serreau reprend, avec une formule de saison « Estival 64 », l'expérience qu'avait tentée, avec moins de bonheur, Jacques Polieri à Marseille, Nantes, puis à Paris. Il s'agit bien là d'un laboratoire de recherches où le théâtre, le cinéma et la musique voisinent avec la peinture, la sculpture et l'art des marionnettes.

Quoique sévère, cet esprit de synthèse n'exclut pas quelques pointes d'ironie illustrées par les réflexions du peintre Dubuffet qui se prend, à bon droit, pour le Picasso de sa génération dans l'excellent film présenté par le service de la Recherche de la R.T.F.

Humour également, celui de Cathy Berberian, cantatrice provocante jusqu'à l'indécence, qui s'entend à merveille pour interpréter les « Circles », mise en boîte — ou en xilophone — fort habile de Schönberg par l'incorrigible et génial musicien Luciano Berio.

Enfin, bien sûr, on retrouve dans les marionnettes d'Yves Joly, que Polieri avait déjà présentées à Nantes, cet amusement attendu qui provoque les baisers de parapluie ou les assassinats de lanternes japonaises.

Seuls « La Rose de Papel », de Valle Inclán, adroitement mis en scène par Victor Garcia, comme autant d'estampes à la Goya et la « Comédie », de Samuel Beckett, tranchent par une recherche de violence ou d'horreur.

Bien qu'ils partagent ensemble le Prix Formentor (le Nobel de la littérature moderne), l'Irlandais Samuel Beckett et l'Argentin Borges n'ont qu'un point commun : ils s'ignorent superbement, comme nous l'a confirmé ce dernier dans son récent voyage à Paris. C'est sans doute pourquoi Jean-Marie Serreau a voulu les réconcilier sur la scène.

Dans « La bibliothèque de Babel », nouvelle interprétée par Paul Crauchet, Borges, qu'on tient pour le plus grand écrivain sud-américain, balance à la manière d'un Valéry ou d'un Kafka sur le savoir humain totalement rassemblé dans les bibliothèques, ou radicalement exclu. A moins qu'il ne soit déchiffirable par une permutation systématique des caractères alignés dans les livres...

Bien sûr, toute autre est la direction de Beckett.

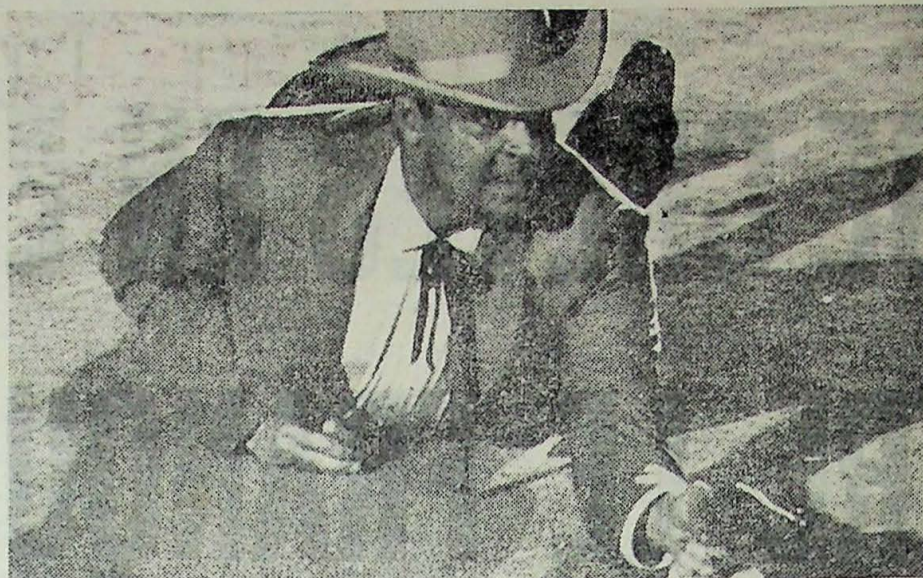
Le visage blafard de Delphine Seyrig, d'Eleonore Hirt et de Michaël Lonsdale, émergeant de trois amphores — telle est l'étrange mise en scène que Jean-Marie Serreau a adoptée pour présenter la dernière pièce de Samuel Beckett : « Comédie ».

On se souvient de l'enlèvement scénique qu'avait infligé Beckett à Madeleine Renaud dans « O les beaux jours ». Il était permis après ce beau et déchirant spectacle de penser que l'auteur était allé aux limites de l'avi-lissement absurde et de l'autodestruction. Il n'en était rien. Avec « Comédie », Beckett nous prouve qu'on peut aller encore plus loin dans le tragique et dans la perfection de son orchestration. Car c'est là à une véritable œuvre musicale que nous invitent l'auteur et le metteur en scène : les paroles murmurées, entrecoupées, répétées, se fondent dans une cantate de désespoir où l'homme (Lonsdale), la femme (Eleonore Hirt) et la maîtresse (Delphine Seyrig) égrenent, sans écho, la litanie de leur frayeur de vivre et de leurs souvenirs blessés. Un tour de force, inutile de le dire, pour les trois comédiens qui résistent vaillamment aux projecteurs qui les mettent, tour à tour, en évidence. Et une petite merveille — l'ouvrage dure quelques minutes — qu'emporte le spectateur.

Ce spectacle — un des meilleurs de la saison — n'ayant lieu que quelques jours par semaine, et à 18 h 30, il est recommandé de s'adresser directement au Pavillon de Marsan pour obtenir le programme : 109, rue de Rivoli, Paris, téléphone OPE. 55-31.

Robert ALLEZAUD

## Cinéma PACIFIQUES WESTERNS



Le juge Glen (Dale Robertson) : magistrature couchée pour le bon motif.

L'HEURE de la coexistence pacifique a sonné, et bien sonné, pour le western. Après Le Convoi des braves (de John Ford), où le tireur de service est un paisible cow-boy qui, de son propre aveu, s'est fait la main... sur les vipères, La Chevauchée des Outlaws (de Michael Carreras) et Condamné à être pendu (de William Claxton) en fournissent une nouvelle preuve. On ne flingue plus son interlocuteur pour un verre de bière renversé à la main, une œillade maladroite à l'amie du copain, ou une apostrophe trop grossière. Maintenant, on pense avant d'appuyer sur la gachette ; on réfléchit aux conséquences ; on ne grimace plus de plaisir ou de satisfaction en envoyant quelques décigrammes de plomb dans les pectoraux de l'adversaire. D'orale, la loi est devenue écrite, mais elle est toujours aussi sacrée. On la respecte à la lettre. Il faut des motifs réellement graves, des circonstances vraiment exceptionnelles pour que l'on se décide à faire justice soi-même.

A dire vrai, ce que l'on appelle en jargon de cinéphile, le western psychologique ne date pas d'aujourd'hui. Des films comme L'Homme aux colts d'or, par exemple (actuellement au programme de Western Story) et qui datent de plusieurs années sacrifiaient déjà ce souci de la légalité, à ce respect (fort louable) de la personne humaine. Simplement, aujourd'hui, l'exception est devenue la règle.

Les héros sont fatigués d'être considérés comme des héros. Tous ces hommes qu'ils ont couchés dans la poussière ocre des « corrals » ; tous ces morts qui jalonnent leur route de proscrits, tous ces malentendus mortels qu'ils traînent dans leur foulée leur pèsent sur l'échine comme la selle et les harnais qu'il faut se coltiner dans le désert, après la mort du fidèle coursier. Mais ne croyez pas qu'ils ont perdu pour autant leur savoir-faire, nos « hommes sans étoile ». Le cas échéant, toute leur science de

la balistique, tout leur dextérité leur reviennent au bout des phalanges. Comme dans un éclair.

C'est sur ces thèmes que brodent les deux derniers westerns sortis à Paris. Condamné à être pendu avec un peu plus de vraisemblance que La Chevauchée ; un peu moins de théâtralité démonstrative. Une lenteur plus prenante, enveloppante, convaincante. Mais Dale Robertson (le juge du Condamné) et Richard Basehart (le tueur triste de La Chevauchée) ont égal mérite à garder leur sang-froid, à se décider à passer aux actes. Bien plantés sur leurs chevilles, la poignée de main solide, l'esprit toujours en alerte et le regard qui ne trompe pas. Ce sont de vieux copains dont on aurait tort d'avoir honte, allez !...

Jean-Jacques Vernon.

## Livres

### L'esprit du socialisme

Six textes de Jean Jaurès

SOUS le titre « L'esprit du socialisme », Jean Rabaut vient de publier six textes de Jaurès (1) : une conférence de 1881 sur l'idéalisme et le matérialisme dans la conception de l'histoire, une préface écrite en 1901 pour une édition du « Manifeste communiste » de Karl Marx, le célèbre discours à la jeunesse prononcé en 1903 à la distribution des prix du lycée d'Albi, une longue intervention au congrès socialiste de Toulouse en 1903, un discours parlementaire de 1910, souvent édité en brochure sous le titre « Pour le laïque », enfin le discours de Vaise, du 25 juillet 1914, quelques jours seulement avant la déclaration de guerre.

L'intention de Jean Rabaut a été d'offrir au grand public un instrument très maniable pour s'initier à la pensée de Jaurès. On se doute bien qu'il ne manque pas de prédecesseurs. Il nous est agréable de rappeler notamment l'excellente « Anthologie » publiée en 1946 par notre regretté camarade Louis Lévy (2). Mais la méthode de Jean Rabaut est tout à fait nouvelle. Au lieu de présenter des « morceaux choisis » empruntés à l'ensemble de l'œuvre, il a publié intégralement six grands textes. Ceux-ci nous sont offerts pour ainsi dire à l'état brut : pas de commentaires, pas de textes, simplement à la fin du volume les précisions historiques absolument indispensables, un index très pratique des sujets traités, une biographie et une bibliographie sommaires. Il nous a semblé que la sélection faite par Jean Rabaut permettait vraiment de faire connaître les aspects essentiels du « jaurèsisme », malgré le nombre limité des textes publiés.

J'avais déjà lu et souvent relu tous ces textes. Et cependant je les ai retrouvés avec un intérêt aussi vif que si je les découvrais pour la première fois : c'est qu'ils ne « datent » pas.

Jean Rabaut a raison d'écrire dans sa préface : « Jaurès, ce n'est pas seulement un caractère et un langage, mais aussi une pensée actuelle qui continue à demeurer valide en présence des problèmes de notre temps ».

Citons simplement, à l'intention des lecteurs des jeunes générations qui connaissent sans doute assez mal la parole de Jaurès, quelques-uns des thèmes des discours prononcés au congrès socialiste de Toulouse : rapports entre l'action parlementaire et les luttes quotidiennes de la classe ouvrière sur le lieu de travail, réformes et révolution, démocratie et socialisme, classe ouvrière et classe paysanne, déviation « corporatiste » de certaines formes d'action syndicale... N'est-ce pas, aujourd'hui encore, la matière des discussions dans l'ensemble du mouvement socialiste ?

Robert VERDIER

P.S. — Puisque l'occasion s'en présente, signalons à nos lecteurs la « Société des études jaurésiennes », qui édite un bulletin trimestriel.

Elle a pour président Ernest Labrousse, pour vice-présidents Maurice Dommanget, Madeleine Reberlioux, Etienne Weill-Raynal.

Secrétaire générale : Yvonne Régnier-Jaurès, 72, rue Taitbout, Paris (2e). Directeur du bulletin : Jean Rabaut. Trésorier : Roger Pagosse.

(1) Editions Gonthier, collection Méditations, 4,90 t.l. comprises.  
(2) Louis Lévy, Anthologie de Jean Jaurès Editions Calmann-Lévy.

## Vient de paraître

### POLICIERS

MORT D'UN LIBRAIRE, d'André Caroff. — Un enfant assistera à un meurtre : un homme, dans la cour de son immeuble, est poignardé. La victime — un libraire — est l'amant d'une femme de la maison. D'après la description de l'enfant, cinq hommes ressemblent au meurtrier. Comment le découvrir ? — Ed. du Fleuve Noir.

REFROIDISSEMENT NOCTURNE, de Ralph Stephenson. — Un homme se réveille dans un lit inconnu, dans une chambre inconnue, ayant à côté de lui une femme inconnue. Pour couronner le tout, cette femme est morte. Nous découvrirons petit à petit toute la trame de cette aventure. — Presses de la Cité.

FAUTE DE FRAPPE, d'Alain Page. — Un homme marié aime une autre femme. Il souhaite la mort de son épouse pour vivre avec sa maîtresse. Il prépare son meurtre, mais le hasard fera que ce sera sa maîtresse qui tombera sous le coup... — Ed. du Fleuve Noir.

LA PART DU MAL d'André Lay. — Un gang attaque un fourgon postal ; il prendra, par un curieux hasard, le butin d'un autre voleur. Pour le récupérer, celui-ci devra trouver le gang. Il sèmera chez eux la discorde. Ainsi ils s'entretueront. Mais une lutte à mort s'engagera avec la femme — dernière survivante du groupe — qui vient se venger. — Ed. du Fleuve Noir.

LA ROUTE DU FER, d'Eric Navisen. — La Norvège... Le premier commando anglais débarque dans un fjord pour détruire une centrale électrique. Ses hommes combattent les Allemands, mais aussi le froid, le gel, le climat inconnu d'eux. — Ed. du Fleuve Noir.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : Redaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV) 81, r. Mademoiselle Paris (XV)  
Tél. : SUP 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65

3 mo's ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

# VAGUE DE GREVES EN ESPAGNE CONTRE LE FRANQUISME

**L**e régime franquiste se débat contre une opposition croissante en Espagne. Un certain essor économique, dû aux investissements croissants et à la perspective d'entrée dans le Marché commun, loin de freiner l'esprit revendicatif, tend au contraire à l'alimenter et à le développer. C'est pourquoi l'on a vu ces mois derniers les ouvriers espagnols entrer de plus en plus souvent en lutte pour des augmentations de salaires, pour la transformation des syndicats, pour les libertés démocratiques. Et ils appuient leurs revendications avec le moyen d'action le plus efficace : les grèves et les manifestations publiques.

Le temps n'est plus où l'opposition au régime se manifestait essentiellement par une propagande idéologique émanant de milieux intellectuels libéraux, ou par des querelles entre certains éléments de la Phalange et le gouvernement, ou entre d'anciens républicains et d'anciens fascistes.

Désormais, ce sont les jeunes générations de la classe ouvrière, des paysans de diverses régions, qui reprennent le fil interrompu de l'action pour la défense de leurs intérêts propres, et qui ébranlent non seulement les institutions politiques de la « monarchie » de Franco (préfiguration de ce que pourrait devenir le régime gaulliste), mais aussi la domination du capitalisme espagnol.

La grande presse internationale (et espagnole) est beaucoup plus discrète sur ces mouvements que sur les manifestes d'intellectuels. Elle a pourtant dû faire écho à la grève des mineurs des Asturies, qui n'est pas encore éteinte après deux mois.

C'est le 1<sup>er</sup> mai qu'une assez vaste mobilisation s'est produite par des manifestations publiques de masse. En Catalogne, elles ne parvinrent pas à réussir pleinement, mais au Pays basque, dans les Asturies, on assista à de puissants rassemblements. Plus de 50.000 travailleurs se réunirent à Bilbao et tinrent le pavé jusqu'au début de l'après-midi malgré la police. Les manifestants réclamaient la liquidation des syndicats phalangistes et la liberté syndi-

cale. Ils criaient : « A bas la dictature » et « A bas le capitalisme ». A Saint-Sébastien, des milliers de travailleurs du Guipuzcoa se concentrèrent.

Dans les Asturies, les ouvriers ont recouru à des diminutions de rendement, des grèves sur le tas, des grèves totales, depuis le mois d'avril. Les usines métallurgiques de Moreda-Gijon et de Penarroya furent à l'avant-garde. Malgré la répression, les amendes, la suppression des salaires, le mouvement s'est étendu au bassin minier tout entier. Les arrestations, les emprisonnements ne parvinrent pas à le briser.

Les grèves de Sagonte, de Penarroya et des Asturies eurent un grand écho en Catalogne, notamment dans les transports. L'action ouvrière impulsa à nouveau la lutte estudiantine. Les groupements étudiants exigent la liberté d'organisation.

En même temps, en Andalousie, les ouvriers agricoles manifestaient dès le début de mai pour leurs salaires. A Jerez de la Frontera, à Sanlucar de Barrameda et Puerto Santa Maria, on comptait 15.000 grévistes.

Le gouvernement tenta de lâcher du lest au début de juin, en promettant une réforme de l'organisation syndicale, une augmentation de 40 p. 100 des salaires (échelonnée sur trois ans), une extension de la formation professionnelle et une compensation pour les silicosés. Mais pour l'appliquer, il exigeait la reprise du travail. Les mineurs refusèrent ce marché de dupes et sont encore en lutte, élargissant leurs revendications : ils veulent une organisation autonome, de classe. Ils font appel à la solidarité internationale (car, hélas !, Franco fait venir du charbon de Pologne et de Belgique). La police essaye d'atteindre les ouvriers par des amendes autant que par des arrestations. Mais ceux-ci se sentent soutenus.

Les grèves de solidarité eurent lieu dans la région de Bilbao, à la Franco-Espanola de Cables, à la Echevarra, aux Constructions navales de Pestao, chez Babcock-Wilcox, à la General Electrica, etc. Il y eut aussi des grèves aux Usines Tolosa, pour

une augmentation de salaires de 20 p. 100, aux Usines Santa Ana de Bulueta, à l'usine Michelin de Lasarte. Le mécontentement s'exprime de toutes sortes de façons, notamment par la grève perlée des hauts fourneaux, à la Basconia, la revendication de nouvelles conventions collectives librement négociées. A Santander, 5.000 métallos de la Nueva Montana Quijano présentèrent à la direction un avant-projet de convention collective. Malgré les licenciements, l'esprit combatif persiste.

Tous ces faits, et beaucoup d'autres qui se produisent sans qu'on en ait connaissance, montrent que les travailleurs espagnols reprennent confiance dans leurs forces. Ce sont des jeunes, qui n'ont pas connu la République, qui entrent le plus vigoureusement dans l'action. Ils créent déjà leurs propres noyaux de combattants, en liaison avec les noyaux socialistes, libéraux et syndicalistes, en cherchant à définir un programme nouveau. Ces mouvements sont le signal d'une reprise de l'action sociale autonome des travailleurs, et ils manifestent la liaison de la classe ouvrière espagnole avec la classe ouvrière européenne. Un devoir de solidarité s'impose à leur égard en France, en Italie, en Algérie.

Nous présenterons, à la suite de ces premières données sur les luttes ouvrières espagnoles, un examen de l'évolution des partis politiques, nouveaux et anciens, qui cherchent aujourd'hui la voie de l'unité contre le fascisme franquiste. Le Parti Socialiste Unifié lance aujourd'hui un premier appel à la solidarité. Nous préciserons ultérieurement quels sont les meilleurs moyens pour nous de participer à cette action générale de solidarité et de soutien. Comme nous avons joint nos forces à l'action pour la révolution algérienne, nous devons aujourd'hui participer au mouvement d'émancipation du peuple espagnol. De grandes luttes socialistes s'annoncent dans toute l'Europe. Les travailleurs espagnols montrent par leur énergie qu'ils s'y placeront au premier rang.

Pierre Naville.